

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 45.647/2
DU 17 DÉCEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 12 décembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "adaptant la législation fiscale relative à la majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé par certains centres de coordination", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le préambule s'exprime en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par le fait que les contribuables concernés doivent être informés à temps de la possibilité qui leur est offerte de faire au plus tard le 31 décembre 2008 un versement anticipé pour les exercices d'imposition 2007 et 2008 pour éviter en tout ou en partie la majoration pour l'absence ou insuffisance de versement anticipé prévue dans les articles 157 à 168 et 218 du Code des impôts sur les revenus 1992;"

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

Les alinéas 2 et 3 doivent être omis : les textes qu'ils citent ne constituent pas le fondement juridique du projet.

L'alinéa 4 doit également être omis, l'arrêté qui y est mentionné n'étant pas modifié par le projet.

.../...

Dispositif

Article 1^{er}

1. En vertu de l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création des centres de coordination, le régime fiscal de faveur prévu par l'arrêté est accordé sur agrément administratif accordé pour une période de dix ans.

La loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) a introduit dans cet arrêté un nouvel article 7bis aux termes duquel "tous les centres de coordination agréés au 17 février 2003 peuvent recevoir un renouvellement d'agrément jusqu'au 31 décembre 2010" (article 297).

L'entrée en vigueur de cette disposition devait faire l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres (article 298).

Toutefois, suivant les considérants du projet, la Commission européenne a invité le Gouvernement belge à renoncer à faire entrer en vigueur cette disposition et, au début janvier 2008, les contribuables concernés ont été informés que le Gouvernement belge s'était incliné devant cette décision.

Il en résulte qu'à défaut de renouvellement de leur agrément, les revenus des centres de coordination agréés au 17 février 2003 dont l'agrément prend fin en 2006 ou en 2007 sont soumis au droit commun, selon le cas, de l'impôt des sociétés ou de l'impôt des non résidents-sociétés des exercices d'imposition 2007 et 2008 pour la période postérieure à la date d'expiration de leur agrément, alors qu'ils s'attendaient à obtenir le renouvellement de leur agrément jusqu'au 31 décembre 2010.

Comme le relèvent les considérants du projet, ces centres de coordination ont pu légitimement croire qu'il n'y avait pas lieu de faire des versements anticipés de l'impôt complémentaire afférent aux exercices d'imposition 2007 et 2008, puisque les versements anticipés permettant d'éviter les majorations doivent être effectués au cours de l'année précédant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition (CIR 92, article 159).

Le projet d'arrêté royal est pris en exécution de l'article 168 du CIR 92 qui permet au Roi de renoncer en tout ou en partie à la majoration lorsque le versement anticipé de l'impôt est effectué suivant les modalités, aux conditions et dans les délais qu'il détermine.

2. L'article 1^{er} vise l'hypothèse où l'impôt des sociétés ou l'impôt des non résidents-sociétés de l'exercice d'imposition 2007 ou de l'exercice d'imposition 2008 n'a pas encore été enrôlé : en ce cas, les centres de coordination concernés peuvent échapper à la majoration par un versement fait anticipativement au plus tard le 31 décembre 2008. La rédaction de cet article gagnerait à être allégée.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 1^{er}. Les centres de coordination, agréés au 17 février 2003 par application de l'arrêté royal n/ 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création des centres de coordination dont l'agrément prend fin au cours des années 2006 et 2007 et qui n'ont pu obtenir le renouvellement de leur agrément pour les exercices d'imposition 2007 et 2008 du fait que l'article 297 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) n'est pas entré en vigueur, peuvent éviter toute majoration pour absence ou insuffisance de versements anticipés sur l'impôt complémentaire résultant de l'application du droit commun de l'impôt des sociétés ou de l'impôt des non résidents par des versements anticipés de cet impôt effectués au plus tard le 31 décembre 2008".

Articles 2 et 4

L'article 2 vise l'hypothèse où l'impôt des sociétés ou l'impôt des non résidents-sociétés de l'exercice d'imposition 2007 ou de l'exercice d'imposition 2008 a déjà été enrôlé avant le 31 décembre 2008 : en ce cas, cet article permet aux centres de coordination concernés d'éviter la majoration pour défaut de versements anticipés en payant l'impôt complémentaire résultant de l'application du droit commun au plus tard le 31 décembre 2008. Dans ce cas-ci, ce n'est plus un versement anticipé de l'impôt qui permet d'échapper à la majoration, c'est le paiement de l'impôt lui-même.

.../...

L'article 2 du projet sort donc des prévisions de l'article 168 du CIR 92 et doit dès lors être omis, de même que l'article 4 qui en règle l'application.

Un résultat proche du résultat recherché pourrait cependant être atteint par une disposition législative qui permettrait aux centres de coordination concernés de demander, pendant un bref délai à dater de la publication de la loi, la restitution de la majoration à défaut de versements anticipés appliquée à l'impôt complémentaire des exercices 2007 et 2008 résultant de l'application du régime de droit commun lorsque cet impôt, enrôlé avant le 31 décembre 2008, a été payé ou est payé avant une date déterminée.

Cette disposition légale assurerait le respect du principe d'égalité à l'égard des centres de coordination pour lesquels l'impôt complémentaire des exercices d'imposition 2007 et 2008 a été enrôlé avant le 31 décembre 2008.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	J. KIRKPATRICK,	assesseurs de la section de législation,
	G. de LEVAL	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.647/2
VAN 17 DECEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 december 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van de fiscale wetgeving betreffende de vermeerdering ingeval van geen of ontoereikende voorafbetalingen door bepaalde coördinatiecentra", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de aanhef als volgt :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de betrokken belastingplichtigen tijdig moeten worden geïnformeerd omtrent de mogelijkheid die hun wordt geboden om uiterlijk op 31 december 2008 een voorafbetaling te doen voor de aanslagjaren 2007 en 2008 om de vermeerdering voor geen of ontoereikende voorafbetalingen bedoeld in artikelen 157 tot 168 en 218 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 geheel of gedeeltelijk te vermijden;"

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

Het tweede en derde lid moeten vervallen : de teksten die erin worden genoemd leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

Het vierde lid moet eveneens vervallen, daar het besluit dat erin wordt vermeld niet wordt gewijzigd bij het ontwerp.

.../...

Dispositief

Artikel 1

1. Krachtens het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra wordt de gunstige fiscale regeling waarin het besluit voorziet, verleend op grond van een administratieve erkenning, toegestaan voor een periode van tien jaar.

De wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) heeft in dit besluit een nieuw artikel 7bis ingevoegd, dat onder meer bepaalt : "Alle op 17 februari 2003 erkende coördinatiecentra kunnen een hernieuwing van de erkenning bekomen tot 31 december 2010" (artikel 297).

De inwerkingtreding van deze bepaling moest worden bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad (artikel 298).

Volgens de overwegingen van het ontwerp heeft de Europese Commissie de Belgische regering evenwel verzocht deze bepaling niet in werking te laten treden en begin januari 2008 zijn de betrokken belastingplichtigen ervan op de hoogte gebracht dat de Belgische regering zich bij deze beslissing had neergelegd.

Daaruit volgt dat de inkomsten van de op 17 februari 2003 erkende coördinatiecentra wier erkenning eind 2006 of in 2007 vervalt, bij gebrek aan hernieuwing van deze erkenning vallen onder het gemene recht van, naargelang het geval, de vennootschapsbelasting of de belasting van niet-ingezeten vennootschappen voor de aanslagjaren 2007 en 2008 voor de periode na de datum waarop hun erkenning vervalt, terwijl ze erop rekenden dat hun erkenning zou worden hernieuwd tot 31 december 2010.

Zoals erop wordt gewezen in de overwegingen van het ontwerp, zijn deze coördinatiecentra er rechtmatig van uit kunnen gaan dat ze geen voorafbetalingen hoefden te doen van de aanvullende belasting op de aanslagjaren 2007 en 2008, aangezien de voorafbetalingen bedoeld om vermeerderingen te vermijden verricht moeten worden in de loop van het jaar dat komt voor dat waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd (WIB 92, artikel 159).

.../...

Het ontwerp van koninklijk besluit wordt uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 168 van het WIB 92, op grond waarvan de Koning geheel of gedeeltelijk kan afzien van de vermeerdering wanneer de voorafbetaling van de belasting verricht wordt volgens de regels, onder de voorwaarden en binnen de termijnen die Hij bepaalt.

2. Artikel 1 doelt op het geval dat de vennootschapsbelasting of de belasting van niet-ingezeten vennootschappen voor het aanslagjaar 2007 of het aanslagjaar 2008 nog niet in het kohier is ingeschreven: in dat geval kunnen de betrokken coördinatiecentra de vermeerdering vermijden door uiterlijk 31 december 2008 anticipatief een storting te doen. De redactie van dat artikel dient te worden vereenvoudigd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 1. De coördinatiecentra die op 17 februari 2003 zijn erkend met toepassing van het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra, wier erkenning vervalt in de loop van de jaren 2006 en 2007 en niet is kunnen worden hernieuwd voor de aanslagjaren 2007 en 2008 doordat artikel 297 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) niet in werking is getreden, kunnen elke vermeerdering wegens geen of ontoereikende voorafbetalingen van de aanvullende belasting als gevolg van de toepassing van het gemene recht inzake de vennootschapsbelasting of de belasting van niet-inwoners vermijden door voorafbetalingen van deze belasting te doen tot uiterlijk 31 december 2008".

Artikelen 2 en 4

Artikel 2 doelt op het geval dat de vennootschapsbelasting of de belasting van niet-ingezeten vennootschappen voor het aanslagjaar 2007 of het aanslagjaar 2008 reeds vóór 31 december 2008 in het kohier is ingeschreven: in dat geval kunnen de betrokken coördinatiecentra op grond van dit artikel de vermeerdering bij ontstentenis van voorafbetalingen vermijden door uiterlijk 31 december 2008 de aanvullende belasting die voortvloeit uit de toepassing van het gemene recht te betalen. In dit geval is het niet meer door de voorafbetaling van de belasting dat men de vermeerdering kan vermijden, doch door het betalen van de belasting zelf.

.../...

Artikel 2 van het ontwerp treedt dus buiten de perken van het bepaalde in artikel 168 van het WIB 92 en moet bijgevolg vervallen, net zoals artikel 4, dat de toepassing ervan regelt.

Een nagenoeg soortgelijk resultaat als datgene dat wordt beoogd kan evenwel worden behaald via een wetsbepaling die het de betrokken coördinatiecentra mogelijk zou maken om binnen een korte termijn na de bekendmaking van de wet te verzoeken om de terugbetaling van de vermeerdering bij ontstentenis van voorafbetalingen, toegepast op de aanvullende belasting voor de aanslagjaren 2007 en 2008 als gevolg van de toepassing van de gemeenrechtelijke regeling wanneer deze belasting, die vóór 31 december 2008 in het kohier is ingeschreven, betaald is of vóór een bepaalde datum wordt betaald.

Deze wetsbepaling zou de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel garanderen ten aanzien van de coördinatiecentra waarvoor de aanvullende belasting voor de aanslagjaren 2007 en 2008 in het kohier is ingeschreven vóór 31 december 2008.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	J. KIRKPATRICK,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. de LEVAL,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS